

POSSIBILITES ET OBSTACLES"

La salle des conférences du Centre Arabo-Africain d'Information et de Développement a abrité, mardi 24 février 2004, un débat sous le thème "Dialogue entre pouvoir et opposition: possibilités et obstacles"

- Ont pris part à ce débat :
 - Mohamed Ould Maouloud, président de L'UFP
 - Mohamed Abdallahi Ould Bellil, responsable du journal "Al Joumhouriya" (organe du PRDS)
 - Mohamed Jemil Ould Mansour, président de la Tribune mauritanienne, pour la réforme et la démocratie.
 - Mohamed Lemine Ould El Kettab, ancien recteur de l'université de Nouakchott (société civile)
 - Cheikhna Haïdara, président de la commission de réglementation et de contrôle du Forum de la société civile.
 - Cheikhna Ould Idoumou, professeur à l'université de Nouakchott (militant du PRDS).

Le débat a attiré plusieurs personnalités politiques et autres appartenants à la société civile (journalistes, avocats, syndicalistes, professeurs, chercheurs, scientifiques, anciens diplomates, observateurs)

Ouvrant le débat, M. Mohamed Salem Ould Dah, président du Centre arabo-africain d'Information et de Développement a remercié tous ceux qui avaient répondu à son invitation, avant de souligner le rôle du centre dans l'ancrage de la culture du dialogue. Il devait, par la suite, faire un rétrospective sommaire de l'attitude adoptée jusqu'ici par les deux pôles du jeu démocratique chacun vis-à-vis de l'autre.

Après la présentation des participants au débat, M. Ould Dah passera la parole à M. Yahya Ould Sid'Ahmed, directeur de publication du journal "ENNAJEM" afin de contribuer à la direction du débat à travers un certain nombre de questions qui préoccupent l'opinion publique nationale.

POSSIBILITES DU DIALOGUE

Intervenant en premier lieu, M. Mohamed Jemil Ould Mansour a mis l'accent sur la nécessité du dialogue, précisant qu'il ne peut avoir lieu sans la volonté et l'esprit d'initiative d'où qu'il émane. "Je ne vois aucun signe favorable sur la disponibilité pour le dialogue de la part du pouvoir" a-t-il ajouté.

M. Mohamed Abdallahi Ould Bellil a précisé que le régime ne refuse pas le dialogue pour lequel il s'est toujours montré disponible. Il a pour cela invité la société civile et les for-

mations politiques. Un dialogue a eu lieu même s'il n'est pas parfait. Il se peut que ce dialogue ne satisfait pas tout le monde, dira Ould Bellil, avant de préciser que le dialogue fait partie d'un processus démocratique graduel et que le dialogue exige un certain nombre de conditions et de mesures introductives. Et Ould Bellil de conclure "il est injuste de dire que toute l'opposition rejette le dialogue", invitant toutes les parties à permettre à la presse nationale de jouer son rôle dans ce domaine.

Prenant la parole, M. Mohamed Ould Maouloud, président de L'UFP, devait, d'emblée, rendre les acteurs de la scène politique responsables de la situation du statu quo actuel. Il a également rappelé l'expérience du dialogue engagé depuis 1999 entre l'opposition et le pouvoir qui a abouti à l'amélioration du processus démocratique ajoutant que "le dialogue est toujours possible et exige un certain esprit de dépassement de part et d'autres". Il a ajouté que "l'unanimité politique dont parle les media officiels n'est qu'un mirage", avant de conclure: "le dialogue est bien possible si les acteurs politiques sont guidés par l'intérêt général, surtout qu'il n'est pas difficile de surmonter les obstacles psychologiques".

A son tour, M. Cheikhna Ould Idoumou a précisé que le besoin de dialogue ne suffit pas pour l'engager, mais qu'il est du devoir de tous de respecter les conditions du dialogue.

M. Mohamed Lemine Ould El Kettab, ancien recteur de l'université de Nouakchott (société civile), a parlé, de son côté, de la nécessité d'instaurer les préalables garantissant la réussite du dialogue à savoir le pluralisme politique, les idéologies, la conception de projets de société... etc. Il a ensuite précisé que le dialogue exige l'acceptation des règles du jeu politique, indiquant que l'exercice politique n'a pas aboutis à l'émergence d'une vision idéologique claire.

Pour sa part, M. Cheikhna Haïdara a évoqué les segments de l'unité nationale, tels que la religion, la langue et le rapprochement entre les générations politiques. "Ce sont les segments d'une unité nationale peu égalée permettant la cohésion totale pour un dialogue national".

OBSTACLES DU DIALOGUE

La seconde partie du débat concernait les contraintes du dialogue. Ce sujet fut d'abord abordé par M. Mohamed Jemil Ould Mansour qui a exprimé son étonnement de voir "l'une des parties exiger de l'autre de changer sa position ou son opinion comme condition préalable pour le

dialogue". Il ajouta que le dialogue requiert l'existence d'une volonté d'arriver à des résultats positifs et l'acceptation du principe de concession. Ce dialogue, a-t-il affirmé, n'exige pas nécessairement l'abandon des opinions, avant d'ajouter que la situation actuelle exige du régime une attitude acceptant la nécessité du "oui pour le dialogue".

M. Ould Mansour évoquera l'initiative de l'UFP sur laquelle il avait émis des réserves, précisant que les parains de cette initiative ont été victimes de l'injustice du régime. Il devait ajouter que "la violence n'est pas exclue dans le pays si on continue à faire des faux jugements de la situation politique. Cette vision fautive est l'un des obstacles qui se dressent devant le dialogue tout comme l'absence de la volonté commune chez les parties concernées par la scène nationale". Il a mis en garde contre le danger de la violence qui pèse toujours de façon réelle, avant de conclure: "les dernières élections présidentielles ont affaibli tout espoir dans l'exercice effectif de la politique, notamment le dialogue pour lequel il est hors de question de parler de conditions préalables".

M. Mohamed Abdallahi Ould Bellil a, pour sa part, précisé qu'il ne s'agit pas de conditions dictées mais de conditions qui s'imposent d'elles mêmes, rappelant ce qu'il avait dit à propos de la disponibilité du pouvoir au dialogue, indiquant que ce dernier n'a jamais refusé le dialogue. Il en suffit pour preuve, ajoute Bellil, le dialogue engagé en 1999 sur demande du pouvoir qui a affronté plusieurs défis majeurs. Et Ould Bellil de préciser que le dialogue constitue un défi, une revendication et une nécessité pour laquelle nous devons tous œuvrer de façon constructive. Il dira par la suite que les obstacles empêchant le dialogue sont psychologiques plutôt qu'objectifs.

Il a invité l'opposition à se débarrasser de la mentalité de cantonnement et d'intransigeance qu'elle adopte et à se référer à la constitution sans sélectivité. Il l'a également invité à adopter un esprit participatif et à reconnaître M. Maouiya Ould Sid'Ahmed Taya comme président de la République, indiquant que "cette reconnaissance pourrait être psychologiquement difficile pour certains et exige du courage" car il s'agit en fait du président tous les Mauritanien, ajoute Ould Bellil. Il a également convié l'ensemble des acteurs politiques à participer aux "grandes campagnes nationales" dont "la lutte contre la pauvreté, l'alphabétisation, l'assainissement" et à assister aux côtés des officiels aux cérémonies religieuses et nationales car c'est ainsi qu'ils revêtent un cachet national. D'autre part, Mohamed Abdallahi Bellil a invité les autorités à accélérer l'ouverture des média publics aux partis de l'opposition et à élargir la proportionnelle

avant de conclure: "toutes les parties se considèrent nationales et chaque leader politique doit reconnaître son vis-à-vis".

De son côté le président de l'UFP s'est interrogé: "qui revendique le dialogue et qui en profite?" Il a souligné que parmi les obstacles, il y a "les mentalités rétrogrades comme l'exclusion", précisant que le PRDS n'a jamais abandonné l'esprit du parti unique. M. Mohamed Ould Maouloud devait, par la suite, indiquer que le pouvoir a besoin du dialogue pour stabiliser la situation politique, ajoutant que le pouvoir ne reconnaît pas l'opposition, que la voix de cette dernière n'est pas entendue et qu'il n'existe qu'une moindre proportion de pluralisme. Tout ceci, précise Ould Maouloud, "conduit à l'entêtement négatif et à la violence comme recours". Avant d'indiquer que le pouvoir n'est pas parvenu à organiser des élections convaincantes en refusant la présence d'observateurs durant l'échéance présidentielle et en procédant à l'arrestation d'un candidat à cette élection à la veille du scrutin. M. Ould Maouloud a encore ajouté que si on n'ouvre pas à l'opposition une porte au bout du tunnel, elle ne pourra pas avoir de participation positive. Et de conclure: "On peut surmonter les obstacles psychologiques en orientant les regards vers l'avenir de la Mauritanie du XXIe siècle dans le sens des perspectives du pétrole et des autres richesses nationales".

Prenant la parole, de nouveau, M. Cheikhna Ould Idoumou a indiqué que l'absence d'une culture de dialogue constitue la principale contrainte pour engager celui-ci. Il a ajouté qu'"il est nécessaire de procéder à l'autocritique et à la reconnaissance réciproque".

Pour sa part, M. Mohamed Lemine Ould El Kettab a indiqué que l'exclusion de part et d'autre a eu pour conséquence le vide politique que connaît la scène nationale actuellement.

Quant à M. Cheikhna Haïdara, il a précisé que la constitution du pays et l'ouverture d'esprit de notre société constituent un terrain fertile pour le dialogue que nous devons tous de pousser d'avantage dans ce sens et d'y participer.

INTERVENTIONS DES INVITES

L'ensemble des intervenants, parmi l'assistance, ont tenu, à l'unanimité, à mettre l'accent sur l'importance du rôle de la société civile dans le dialogue.

M. Ely Ould Allaf, ancien diplomate: les participants au débat ont omis l'opinion publique qui demeure le vrai juge entre les acteurs de la scène politique.

Me Mohameden Ould Ichedou, avocat: l'étape que nous traversons est caractérisée par la culture de l'entêtement, et il est nécessaire de raffermir les rangs de toutes les composantes de la société mauritanienne.

Bâtonnier Mahfoudh Ould Bettah, avocat: la situation exige beaucoup de sérénité de la part de tous, et il est utile d'instaurer un dialogue politique entre la société civile et l'élite politique. Il est nécessaire de garantir la liberté des institutions de la société civile.

Me Yarba Ould Ahmed Saleh, avocat: il y a des dangers réels qui menacent le pays dans son existence. C'est pourquoi le dialogue ne doit pas être perçu comme un luxe intellectuel. Les fondements de l'état doivent être au dessus toute autre considération.

M. Mohamed El Mokhtar Ould Mohamed Vall, président API: je pense que le peuple constitue le maillon faible dans le processus du dialogue. Un processus auquel les partenaires étrangers apportent beaucoup.

M. Sayed Ould Sayed, directeur de communication du Centre arabo-africain d'Information et de Développement: la couverture médiatique est une nécessité, notamment au niveau de la presse indépendante dans le cadre de cette expérience réussie et sérieuse qui a permis de réunir, pour la première fois et autour d'une même table, différents acteurs politiques.

M. Samory Ould Biyé, secrétaire général de la CLTM: la situation actuelle est très sensible et exige de façon urgente un dialogue franc et sincère entre le pouvoir et l'opposition. Il y a eu un dialogue politique important dans notre pays durant les années 60 et 70 du siècle précédent et nous pouvons bien engager un tel dialogue aujourd'hui.

D'autres intervenants (journalistes, hommes politiques et intellectuels) se sont succédé pour exprimer l'importance du dialogue pour sortir le pays de l'impasse politique actuelle.

Tous les participants, de divers horizons, ont hautement apprécié cette initiative et tenu à saluer le rôle que joue le Centre Arabo-Africain d'Information et de Développement sur ce plan. Ils ont précisé que cette initiative démontre le niveau de maturité et de responsabilité qui caractérise les institutions de communications indépendantes, désormais capables de jouer pleinement le rôle qui leur est assigné.